

<http://divergences.be/spip.php?article2275>



Charles Reeve

Série américaine

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Charles Reeve (J. Valadas) - Textes -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mars 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

I. Reprise sans emploi et retraités sans retraite

C'est exceptionnel, mais cette fois-ci le policier qui contrôle les passeports à l'aéroport de Newark est plutôt bavard.

â€” Vous êtes électricien à la retraite ? Je suppose que vous faites toujours des petits travaux par ci et par là...

â€” Non, vraiment je ne cours pas après...

â€” Vraiment ? Eh bien, moi je ne dis pas non.

Il faut ensuite se soumettre au désagréable exercice du scan des doigts des deux mains.

â€” Vous savez, je l'ai déjà fait il y a deux ans. Depuis je n'ai pas changé mes mains...

â€” Certes, mais ILS veulent savoir si vous êtes bien vous.

â€” Allons-y...

â€” Eh bien, Big Brother dit que vous êtes bien vous ! Au revoir, faites un bon séjour.

Suis-je encore tombé sur un lecteur d'Orwell ? C'est peu probable, je penche plutôt pour un sympathisant du *Tea Party*.

Pour un début de séjour, c'est original...

Inaptes à prévoir les crises du capitalisme, les gouvernements ne manquent pas de faire du zèle lorsqu'il s'agit d'annoncer leur fin. Selon l'administration nord-américaine, la récession actuelle est terminée depuis plus d'un an. Cette précision des « spécialistes de l'économie » ne convainc pas ceux dont les fragiles conditions de survie continuent de se dégrader, en tout premier lieu, les chômeurs. Dans la foulée de la « croissance négative », nous avons désormais la « reprise économique avec maintien du chômage et augmentation de la pauvreté ». Dans la langue officieuse, le fameux « Wall Street English », le taux de chômage se maintient aux Etats-Unis, en ce début de 2011, autour des 10 %. Si l'on y ajoute l'immense cortège des « découragés », les largués de la vie et la masse de « précaires » misérablement payés, on dépasse facilement les 16 millions de personnes. Et ceux qu'on considérait auparavant comme « travailleurs intégrés », la « classe moyenne » de la sociologie nord-américaine, glissent inexorablement vers la condition de « travailleurs pauvres », perdant en chemin leurs anciennes conditions de travail et de salaire, avantages sociaux, régimes de santé et de retraite. Ces avantages, sont en effet garantis par les conventions collectives par branche et gérés par les ripoux des mafias syndicales qui les ont la plupart du temps joués au casino de la Bourse.

Traduite du *Wall Street English*, la formule « reprise économique sans reprise de l'emploi », veut dire que nous assistons à une reprise des profits financiers et spéculatifs dans une économie dite « réelle » qui continue à s'enfoncer dans la crise de rentabilité. Comme le confirme le fait que la récession actuelle se caractérise, aux Etats-Unis, par le plus fort déclin de l'investissement en biens de production depuis la grande crise de 1929. Crise après crise, le capitalisme relève d'un cran le niveau de ce qu'il est convenu d'appeler « le chômage structurel » â€” formule froide qui veut légitimer une situation de paupérisation croissante et d'inégalités tout aussi croissantes. Si « reprise » il y a, il faut la chercher du côté du grand patron de Goldman Sachs â€” la grosse banque d'affaires de

Monsieur Geithner, un des proches d'Obama – qui vient de voir son salaire annuel passer de 600 000 à deux millions de dollars (bonus non compris).

Un aspect nouveau de la crise actuelle de l'endettement est la faillite annoncée des États de l'Union. L'ensemble de la dette de tous les États atteint, à la fin 2010, 140 milliards de dollars et deux d'entre eux, l'Illinois et la Californie se trouvent au bord de la faillite, ce qui constitue une première depuis les années 1930. L'Illinois, naguère un des centres du capitalisme industriel nord-américain, lève de moins en moins d'impôts et, conséquemment, n'a plus les moyens de payer ses factures et ses dettes. Des administrations de cet État se font expulser des immeubles qu'elles occupent parce que les loyers ne sont plus payés, des centaines de travailleurs sociaux touchent leurs salaires en retard, des milliers de pharmacies privées font faillite faute de règlement des remboursements des services de santé. Incapable de régler une gigantesque dette de 4,5 milliards de dollars, les politiciens locaux ont cru trouver une solution au problème. Ils proposent de vendre une partie de la dette d'État à des investisseurs de Wall Street... Après l'immobilier, ce sont les dettes des villes et des États qui viennent alimenter la spéculation sur les créances pourries.

À la fin septembre 2009, dans la petite ville de Prichard, en Alabama, les 150 retraités des services municipaux ont eu une effrayante surprise : l'arrêt brusque du versement de leurs pensions de retraite dont le fonds était géré par la mairie. Un an plus tard, fin 2010, les médias nationaux se penchent enfin sur leur triste sort. Et ces retraités sans pension se découvrent à l'honneur en première page des grands quotidiens nationaux. Le message s'adresse, bien évidemment, à d'autres qu'eux :

« L'impensable peut arriver ! », « Prichard, c'est le futur ! ». On rappelle au passage que des États sont au bord de la faillite et que des grandes villes comme Philadelphie et San Diego pourraient bien suivre l'exemple de Prichard, que la ville de New York peine déjà à financer les pensions de ses employés, que l'État de Maryland augmente l'âge de passage à la retraite pour ses fonctionnaires, que plusieurs États prévoient une baisse des pensions... L'avertissement est clair : « Les retraites publiques sont menacées ! ».

Dans les années 1960, Prichard était une petite bourgade prospère de 45 000 habitants, avec deux grands magasins, deux cinémas, un petit zoo... Le déclin a été rapide, en trente ans l'activité économique s'y est effondrée, la ville a perdu la moitié de ses habitants, les magasins et le zoo ont fermé. En 1999, entre chute des rentrées fiscales, mauvaise gestion et corruption politique, la ville se déclare en faillite. Les politiciens locaux commencent par réduire les pensions des fonctionnaires municipaux. Puis, on déclare qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses et que c'est fini, « No more pensions ! ». La loi fédérale prévoit que si une entreprise privée fait faillite, le gouvernement fédéral doit prendre en charge le fonds de pensions et assurer le paiement (parfois une partie seulement) des retraites. Mais cette loi ne s'applique pas aux travailleurs des services publics et municipaux. Alors ?... Depuis septembre 2009, une dizaine de « retraités sans retraite » sont morts dans la détresse, les plus valides ont repris des petits boulots, d'autres encore se sont engagés dans une interminable procédure judiciaire de compromis, acceptant une baisse du montant des retraites qui leur sont dues.

Certes, Prichard se trouve au fin fond de l'Alabama, et les choses ne se passeraient pas de la sorte en Californie, à New York ou ailleurs. Lorsque, le 17 février 2011, à Madison, des dizaines de milliers de fonctionnaires et d'étudiants, occupent le parlement de l'État du Wisconsin pour s'opposer aux mesures d'austérité (gel des salaires et baisse des pensions de retraite et de la couverture sociale) proposées par le nouveau gouverneur républicain, c'est un avertissement d'un autre ordre qui est envoyé à la classe dirigeante nord-américaine. Pourtant, la résignation des retraités de Prichard n'est pas exceptionnelle, elle est un cas extrême qui traduit l'état de paralysie du monde du travail aux États-Unis, assommé par les effets de la crise après des décennies d'intégration. Incapables de réagir, les travailleurs acceptent docilement de se laisser mourir au nom du profit.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH226/103639540-19121542-2-d65af.jpg>

À Prichard, il n'y a pas eu de protestations ou de manifestation. Seule action collective, fin décembre 2010 : une douzaine de retraités sont humblement venus demander au conseil municipal une aide pour passer les Fêtes. Ils n'ont rien cassé, ils sont repartis comme ils étaient venus à€" sans retraites !

II. Faut-il sauver le soldat Manning ?

Les transformations des formes d'exploitation du travail s'accompagnent toujours de mutations des formes de domination sociale et politique. L'évolution autoritaire du système démocratique, sa progressive bureaucratisation, la concentration des pouvoirs au sommet de l'État sont à mettre en rapport avec les difficultés de rentabilité et l'accroissement de l'exploitation et la baisse des coûts du travail. La politique d'immigration est un aspect important de cette évolution. Aux Etats-Unis, d'importants secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services, ne peuvent fonctionner qu'en ayant recours à l'exploitation des travailleurs immigrés, avec ou sans papiers. Or, les propositions xénophobes du *Tea Party* s'opposent ouvertement aux intérêts de ces secteurs capitalistes. D'où des clivages, plus ou moins importants, qui expliquent les blocages de la machine politique fédérale, forcée de chercher continuellement des compromis entre les différentes fractions de la classe dirigeante.

La mise en place de formes répressives sans cesse plus agressives, caractérise la bureaucratisation du capitalisme moderne. C'est cette tendance qui se manifeste sous couvert de lutte « antiterroriste » et d'« exigence sécuritaire ». La récente croisade, particulièrement virulente aux Etats-Unis, contre *Wiki Leaks* en est éclairante.

Si les révélations de *Wiki Leaks* ont montré les limites d'un journalisme respectueux des pouvoirs politiques, c'est avant tout le culte du secret dans la gouvernance d'un pouvoir politique centralisé qui s'est vu menacé. Dévoiler ce mode secret de fonctionnement, même sur des questions banales et apparemment inoffensives, fut officiellement présenté comme une « trahison envers le système ». La proposition de Mme Sarah Palin d'éliminer Julien Assange (« *We should hunt him down, like Bin Laden* », a-t-elle suggéré...) exprime la version caricaturale de cette préoccupation.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH265/Wikileaks-d6a77.jpg>

Comme on le voit depuis un certain temps en Chine, comme on l'a vu plus récemment en Tunisie et en Égypte, Internet est une puissante technique de communication et d'information qui peut mettre à mal la censure d'État. Plus encore, elle peut être utilisée comme un moyen de mobiliser la contestation. Le cas de *Wiki Leaks* montre aussi comment, y compris dans les États où domine la démocratie formelle, les nouvelles techniques de l'information permettent un accès relativement facile à des sources que les gouvernements veulent garder secrètes.

Par sa croisade, le pouvoir politique a très vite transformé cette affaire en un cas de culte de la personnalité. Et pendant qu'on se focalisait sur Julien Assange, la machine répressive s'est acharnée sur Bradley Manning, le soldat nord-américain censé avoir fourni à *Wiki Leaks* les 200 000 rapports diplomatiques sur la guerre en Afghanistan. En prison depuis juin 2010, confiné à l'isolement, torturé, il est à craindre que Manning paie chèrement cette atteinte au fonctionnement chaque fois plus secret des États démocratiques modernes. Malheureusement sans éveiller beaucoup de soutien chez la cohorte de celles et ceux qui ont vite succombé au culte de Julian Assange. De ce point de vue, la manipulation de la propagande officielle a une fois encore atteint son but.

III. La jambe cassée et le lycéen communiste

Fin de matinée d'un jour gris du début janvier 2011. Sous la neige, dans un froid sec et pénétrant, nous rejoignons un petit groupe qui attend le bus devant le kiosque d'une triste station-service du Vermont, au bord de la nationale 91. Le bus a une heure et demie de retard et le patron de la station-service déclare ignorer ce qui se passe... Il y a,

parmi la dizaine de personnes, un échantillon de la société pauvre américaine, ceux qui prennent habituellement le bus, vieux, chômeurs, jeunes précaires en route vers New York. Notre insatisfaction devenant de plus en plus insistante, une dame d'un certain âge suggère avec un sourire ironique :

« Quelques Français de plus et on pourrait peut-être occuper la station-service... »

« Vous savez, en France - ajoute une autre - quand ils manifestent, ils collent des affiches partout. C'est une bonne idée. »

Nous découvrons avec un heureux étonnement que les échos des luttes de la société française sont arrivés jusqu'ici ; séduisant les quidams d'une société où la mobilisation collective semble aujourd'hui improbable, écho d'un passé lointain... Ce qui nous semble banal leur apparaît à eux comme extraordinaire.

Il y a là aussi une jeune femme avec la jambe gauche enveloppée dans du carton et qui s'appuie sur une béquille. Manifestement elle souffre. On s'enquiert de son état. Venue faire du ski chez des amis, elle s'est cassée une jambe. Dans la clinique locale, on lui a dit que son assurance privée n'était pas acceptée dans l'État et qu'elle doit rentrer à New York pour se faire soigner. On a entouré la jambe cassée avec des sacs de glace, le tout enveloppé dans des cartons attachés avec du scotch d'emballage et voilà, au revoir et bon voyage... Cet épisode illustre l'état désastreux de la santé publique dans la société nord-américaine. D'autres exemples cruels abondent. Ainsi, le cas de Billy, l'ami d'un ami, chez qui on décèle une leucémie, et qui ne pourra pas se faire soigner avant début 2012. En effet, l'assurance maladie de l'entreprise où il vient de se faire embaucher ne couvre les traitements de « maladies graves » qu'au bout d'un an de contrat... Un an d'attente pour soigner une leucémie, il y a de quoi douter de la réforme de santé d'Obama !

Le bus arrive. Pas un mot d'explication ou d'excuse sur le retard. Nous comprenons qu'on doit se considérer heureux qu'il soit là. On y prend place, on oublie le retard et l'idée d'occupation. La femme avec la jambe emballée dans des cartons est aidée par d'autres voyageurs et prend place au fond du bus, là où il y a de la place, là où elle pourra gémir sans déranger personne. Et d'où se répand l'odeur nauséabonde des toilettes bouchées, avec une porte qui se ferme mal et qui s'ouvre à chaque coup de frein. À l'intérieur, c'est presque Bagdad... Les sièges sont défoncés, les ressorts cassés, le nettoyage est aussi en retard de quelques voyages. Mais ça roule et nous voilà partis pour trois heures de route, vers New York.

Au fur et à mesure des arrêts dans des lieux paumés et tristes du Massachusetts, le retard s'allonge... Puis, après un arrêt du côté de Springfield, le chauffeur annonce que nous roulerons non-stop jusqu'au New York Bus Terminal.

C'est à ce dernier arrêt qu'arrive un couple de très jeunes gens qui s'installent juste à côté de nous. Le jeune homme porte sur lui, fièrement et ostensiblement, un livre. Je crois discerner le mot « Communism ». Intrigué je lui demande si je peux y jeter un coup d'œil.

« Sure ! », dit-il avec un sourire complice.

The Idea of Communism est une anthologie de courts textes d'auteurs de la gauche dite « post-moderne », de Negri à Zizek en passant par Rancière et Badiou. Mis à part le texte de Rancière, je doute que ces pages puissent éclairer notre ami au sujet de l'idée de communisme. Je m'attarde sur l'index, on y trouve Rosa Luxemburg (une rapide mention dans le texte), Marx (plusieurs références), Situationnisme (une phrase en passant), Anarchisme (deux lignes...). Le jeune voyageur me demande ce que j'en pense. Et nous entamons une conversation qui va durer quasiment le reste du voyage.

Steve a dix-sept ans. Il vient d'un milieu ouvrier, élevé dans une famille éclatée, de parents séparés. Il rentre d'un séjour de vacances dans la famille de sa copine. Les deux fréquentent le lycée, dans le patelin du New Jersey où il vit avec sa grand-mère. Un de ces endroits perdus et hors du temps qui caractérisent l'Amérique profonde. Sa grand-mère est très conservatrice et proche du *Tea Party*, mais...

â€” « Avec elle au moins je discute politique. Et je l'adore. »

Élevé religieusement, Steve a très tôt été marqué par les histoires de la guerre du Vietnam que lui racontait son père, ancien marine, blessé de guerre, handicapé à 100 %. Un jour Steve demanda à son père,

â€” « Est-ce que nous avons gagné ? »

â€” « Non, nous avons perdu ! », répondit le père.

Steve devient antimilitariste, sensible aux injustices et aux inégalités sociales. Autour de lui, la société américaine lui fournit plus d'exemples qu'il n'en a besoin pour faire ses choix. Selon lui l'administration Obama a déjà montré son vrai visage.

â€” « À propos de la guerre, des questions sociales et de l'économie, ce gouvernement est dans la continuité de celui de Bush. »

Et comment donc est-il venu à s'intéresser aux idées socialistes ?

â€” « Je devrais faire face aux discours de ma grand-mère. Je ne suis pas d'accord sur le fait qu'en Amérique il y ait l'égalité des chances. Comment y croire lorsqu'on voit les conditions de vie si inégales ? Aux Etats-Unis, les gens rejettent ces mots, socialisme, communisme, sans savoir ce qu'ils signifient. Moi je veux savoir. Et puis, au lycée, mon meilleur ami se dit communiste, je ne sais pas très bien quel genre de communiste... Alors, pour Noël, ma copine a trouvé sur le net ce livre et elle me l'a offert. »

Steve et son amie vivent à quelques kilomètres de New York, mais ils n'ont jamais visité la grande métropole. Ils aimeraient bien, mais c'est trop cher pour eux. New York c'est comme un pays exotique, qu'ils regardent par la fenêtre du bus qui traverse la ville jusqu'au Bus Terminal, d'où ils reprendront un autre bus pour rejoindre le New Jersey. Peut-être un jour ... Steve aimerait visiter une librairie à New York, une librairie avec des livres politiques. Je lui fournis une adresse. Que font-ils dans leur lycée, comment passent-ils le temps ?

â€” « On fait des jeux vidéo, du sport, on discute politique aussi... »

Je l'incite à lire les textes des noms qui sont dans l'index de son livre, Rosa, Marx, les anarchistes, les situationnistes. Mieux vaut les lire et se faire une idée que se confier à ceux qui parlent d'eux. Il va chercher sur le net.

Cette rencontre nous a fait quitter les territoires gris de la résignation et de la défaite qui font le quotidien du peuple dans l'Empire qui va mal. Chez Steve et son amie, il y a l'espoir lumineux de la jeunesse. Il y a un constat lucide du désastre actuel de la société américaine, ainsi qu'un refus d'accepter cette situation comme normale. « Tu es encore tombé sur l'exception », me dira un ami new-yorkais. Peut-être... Après tout, nous avons tous été des exceptions. Et puis, si cela existe dans une petite ville du New Jersey, il n'y a pas de raison que cela ne puisse pas exister ailleurs.

À New York, le bus se fraye lentement son chemin dans des rues encombrées par la neige qui continue à tomber. Depuis des jours c'est le chaos, les services de la ville peinent à dégager trottoirs et chaussées. On apprend par la presse qu'il y a eu un mauvais « timing » entre les mesures de « restructuration » de la mairie et les intempéries. Quelques centaines d'employés des services de la voirie venaient d'être licenciés juste avant la tempête de neige... Le maire a fait appel aux éboueurs pour les remplacer. Du coup, ce sont les poubelles qui s'accumulent sur les congères. Les intempéries extrêmes du réchauffement climatique télescopent les conséquences sociales de la crise, l'effondrement des infrastructures.

La circulation est dense.

« Je crois que la guerre permanente s'explique par la question du pétrole », me dit Steve, en regardant le flot de bagnoles.

Nous arrivons. « Enfin ! » s'écrie le chauffeur dans le haut-parleur. Trois heures de retard. Nous disons au revoir à nos jeunes camarades, leur souhaitons une belle vie, la continuité de leur révolte et de leur soif de justice sociale. La jeune femme à la jambe cassée emballée dans des cartons sort péniblement la dernière. Elle avait rendez-vous, en fin d'après-midi, dans une clinique reconnue par son assurance privée. C'est loupé. Elle devra rentrer chez elle et revenir le lendemain.

IV. Mutinerie high tech et sans-abris aux portes de Beverly Hills

On connaît l'importance du complexe carcéral dans le système répressif nord-américain. Près d'un jeune Noir sur deux a eu affaire à cette vaste machine de contrôle social qu'est la prison. Aujourd'hui, les difficultés de financement des États, la désorganisation bureaucratique, ont des retombées sur le fonctionnement des prisons. En Californie, la libération d'un nombre important de détenus est prévue ou est déjà en cours, cela afin de réduire le coût des administrations pénitentiaires. En attendant, les conditions d'incarcération se dégradent rapidement.

C'est dans ce contexte qu'éclate dans l'État de Géorgie, le 10 décembre 2010, une grève des prisonniers de sept grands pénitenciers, lesquels refusent de travailler et de cantiner jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Ils demandent une alimentation améliorée, une hausse de la rémunération du travail, une révision du système de punitions ainsi que de meilleures possibilités de formation et d'étude. Dans une période de résignation et d'atomisation, l'éclosion de ce mouvement est un fait remarquable. Tout d'abord par son auto organisation horizontale, utilisant un réseau de contacts activé par le téléphone mobile. Signe de sa détermination, le mouvement a dépassé les fortes barrières raciales qui existent à l'intérieur des prisons. Un communiqué des mutins transmis à la presse souligne : « Nous avons réussi à nous unir en dépassant toutes les différences qui nous séparent, Blancs, Noirs, ainsi que celles exacerbées par l'appartenance à des gangs. » Dans chaque dortoir, un prisonnier est en contact avec le réseau et répercute les informations. Les portables sont interdits dans les prisons, mais on estime qu'environ 10 % des prisonniers en possèdent. Ils les achètent aux gardiens, un téléphone de 20 dollars coûte 400 dollars en prison... L'administration pénitentiaire a aussi été surprise par le choix de formes d'action pacifiques, les mots d'ordre des grévistes incitant à éviter la confrontation physique avec les matons. À l'extérieur, le mouvement a trouvé des relais chez d'anciens militants des *Black Panthers*. Preuve que la mémoire des luttes passées n'a pas tout à fait disparue dans la communauté noire nord-américaine, pourtant si fortement meurtrie par la pauvreté, le chômage et la détresse.

Une économie dont la soi-disant « reprise » ne règle pas la question du chômage reste vulnérable. Lord Keynes lui-même s'en était inquiété, dans les années 1920, au point de noircir des pages pour avertir les classes dirigeantes du danger social d'une telle logique. Preuve de l'inaptitude du capitalisme privé à surmonter ses crises, une telle stagnation était, pour lui, porteuse de grandes incertitudes et possibles bouleversements sociaux, menaçant le système dans ses fondements. Sept décennies plus tard, les recettes interventionnistes du même Keynes semblent

épuisées et nous voilà revenus à la même problématique : l'incapacité du capitalisme d'engendrer par lui-même un volume d'investissement suffisant à réaliser le plein emploi. Pour le moment, et aux Etats-Unis en tout cas, les exclus s'y résignent. Mais pour combien de temps ?

Regardons maintenant le cas de Los Angeles. Personne ne s'attend à trouver de la pauvreté dans le quartier de Beverly Hills. Pourtant il y a danger dans la demeure. Los Angeles est aujourd'hui considérée comme la capitale des sans-abri aux Etats-Unis. Plus de 50 000 personnes y vivent dans la rue, dont 6 000 anciens combattants des guerres de l'Empire. Une façon cavalière de remercier ces hommes qui se sont battus pour la défense du rêve américain. Heureusement, ces personnes se concentrent dans les quartiers sud de la ville, à Skid Row, laissant les riches de Beverly Hills tranquilles... Le rouleau compresseur de la crise, la montée de la pauvreté, les expulsions immobilières qui se poursuivent, tout contribue à ce que le nombre de personnes vivant dans la rue continue d'augmenter, ici, comme partout ailleurs, dans le pays le plus riche du monde.

Le climat doux de Los Angeles explique en partie que la ville attire autant de pauvres. Des « spécialistes » avancent une explication plus cynique. Alors que dans des centres comme New York la densité du tissu urbain rend immédiatement visible la pauvreté, à Los Angeles, l'étendue de la ville et le fait que les déplacements se font surtout en voiture individuelle, la rend invisible. « On peut se lever le matin, aller sur son lieu de travail, revenir le soir et ne jamais croiser un sans-abri », avance un bureaucrate local. Quel soulagement ! Dans un souci de préservation des « potentialités touristiques de la ville » (sic), la mairie tente tout de même de parquer ces personnes dans des logements de fortune (est-ce le bon mot ?...), situés dans des zones réservées, éloignées de la vue du citoyen lambda ou du touriste de passage. Comme cela se fait aussi à New York, Boston, Atlanta.

Malheureusement, pour passer de la proposition au concret, il faut des moyens financiers qui manquent dans les villes aujourd'hui proches de la faillite. Ainsi, dans l'attente du retour au plein-emploi dont rêvait Lord Keynes, les chômeurs, les précaires, les travailleurs pauvres à la rue de Los Angeles, continueront à survivre dans une invisibilité désordonnée plutôt que dans l'invisibilité rangée.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L297xH397/LA_misere8616.JPG-d0f27.jpg

V. La mafia du plan de relance et les ayatollahs du *Tea Party*

Qui n'a entendu parler du programme de relance de l'économie lancé par l'administration Obama ? On sait désormais que pour l'essentiel il se résume au refinancement du système bancaire avec des fonds publics, c'est-à-dire, en réalité une augmentation de la dette publique. Motivés par un humanitarisme naïf, certains ont insisté sur des mesures secondaires, tels les projets censés relancer l'industrie du bâtiment par la réhabilitation de l'habitat pauvre des grandes villes, les grandes cités de logements publics ou municipaux. Un ami ayant fait des études d'urbanisme et habitué des petits boulots précaires, a trouvé justement du travail dans le nouveau service créé pour mener à bien ce projet de réhabilitation dans la ville de New York. Leur première tâche aurait dû consister à recenser les immeubles et les logements à réhabiliter. Mais non, on a sous-traité le travail à des entreprises privées (déjà connues de la mairie). Une année s'écoule, la liste des logements à rénover est enfin disponible, les travaux peuvent démarrer sur des logements que, soit dit en passant, personne du service officiel n'a réellement visités... Et à qui faut-il attribuer les sommes de réhabilitation et en fonction de quels devis ? Faut-il ouvrir marché et faire jouer la concurrence, comme disent les prophètes ? Pas si simple !

Le service où travaille notre ami reçoit de la mairie, une deuxième liste, celle des entreprises autorisées à travailler sur le parc de logement municipal, entreprises ayant signé la convention collective du bâtiment. Ce qui est tout à fait convenable, car Obama tient à montrer patte blanche auprès des bureaucrates syndicaux. Il faut ici faire une courte parenthèse en rappelant que la majorité des syndicats du bâtiment du grand New York a des liens étroits avec la mafia. Et c'est donc à ces entreprises à qui les sommes destinées à la réhabilitation doivent impérativement être

attribuées, lesquelles, après avoir empoché une grasse fraction au passage, les distribuent à des sous-traitants. À la fin, la réhabilitation sera réalisée par des travailleurs illégaux à des tarifs misérables, utilisant des matériaux de mauvaise qualité. Un an et demi s'est écoulé, soit la moitié du temps prévu pour le plan de réhabilitation. Notre ami et ses collègues n'ont toujours pas vu les logements à réhabiliter et ils ne les verront pas après réhabilitation. La rumeur dit qu'ils n'existent peut-être pas... En attendant, et avant que les travaux commencent, plus de la moitié des sommes prévues pour le programme a déjà été dépensée dans ce fonctionnement bureaucratique et dans l'arrosage des divers sous-traitants. Les Etats-Unis, pays de la libre entreprise et de la concurrence, est en réalité un pays de bureaucraties tentaculaires au service du privé, avec des ramifications mafieuses. Ici comme dans le secteur bancaire, le programme de relance n'est qu'une redistribution de sommes publiques au bénéfice de secteurs particuliers de la classe capitaliste.

Et le *Tea Party* dans tout cela, me direz-vous ?

Dans l'importance et la visibilité donnée à la montée de la droite conservatrice, il y a une dimension médiatique. Quelques milliers de militants du *Tea Party* manifestant à Washington attireront une plus grande couverture médiatique que les dix milliers de militants du Forum Social réunis à Detroit, que les quelques milliers d'activistes qui imposent la fermeture d'une centrale nucléaire dans l'État du Vermont. Cela étant dit, ce serait une erreur d'ignorer la vague de fond de la droite conservatrice. Le *Tea Party* en est l'expression politique, mouvement qui intègre les valeurs politiques et religieuses de la droite traditionnelle. Il intègre aussi des idées racistes qui fondent la société américaine, ravivées aujourd'hui par une féroce xénophobie anti-immigrés. C'est également dans le cadre du *Tea Party* qui s'exprime le désarroi et l'angoisse de tous les citoyens troublés par l'effondrement de l'Empire. Tous ceux qui, plus ou moins consciemment, sentent que les Etats-Unis n'ont plus les moyens économiques d'assurer leur place dominante dans le monde. Qui se voient menacés de l'extérieur et de l'intérieur. L'isolationnisme inhérent à l'histoire de la société nord-américaine réapparaît comme une réponse à ces inquiétudes. Tout cela se manifeste, sous une forme confuse, au sein d'un courant où l'on perçoit l'État fédéral comme une institution totalitaire menaçant les droits individuels où l'on trouve parfois une critique juste de la logique bureaucratique de l'État moderne. Par exemple, lorsque les membres du *Tea Party* s'insurgent contre la proposition du plan de santé Obama, imposant à tout un chacun la souscription d'une assurance privée de santé à partir de 2014.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L378xH283/100_3145-93051.jpg

Le *Tea Party*, aujourd'hui avalé par le puissant appareil du parti républicain, a canalisé vers le terrain institutionnel, électoraliste, des mouvements de base de la droite qui vont ainsi être vidés de leur énergie. Il a repris à son compte et en partie, les pratiques d'agitation et de mobilisation qui furent celles du gauchisme nord-américain des années 1960. Un peu comme le fit le Front National par rapport aux groupuscules de l'extrême droite française militante. On assiste à une intégration de l'extrême droite dans le système. Mais cette intégration est loin d'être achevée et la capacité de résistance de ces groupes à la machine institutionnelle dépend pour beaucoup des conséquences sociales de la crise en cours.